

Suivi mensuel des stocks

Unions et filiales de commercialisation

Céréales et oléo-protéagineux de consommation

Notice de remplissage

Juillet 2012

Généralités

FranceAgriMer a été créé par l'ordonnance n°2009-325 du 25 mars 2009.

Le décret D.666-7 du code rural modifie le décret n°2009-340 du 27 mars 2009 et précise le transfert des missions de l'ONIGC à FranceAgriMer, Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer en matière de suivi statistique.

Les articles D666-2, D666-6 et D666-7, D667-1 et D667-2 du code rural et de la pêche maritime, modifiés ou créés par le décret n°2010-960 du 25 août 2010, fixent l'obligation des collecteurs de céréales et d'oléagineux à tenir une comptabilité matières retraçant les stocks et les mouvements de céréales et des oléagineux (réceptions, sorties...) et à fournir des statistiques à FranceAgriMer.

Le décret n° 98-398 du 20 mai 1998 complété par l'arrêté du 1er Juillet 1998 en vigueur, imposent l'obligation de renseigner mensuellement pour chaque catégorie de graines céréales, oléagineuses et protéagineuses, une déclaration sur le suivi de la collecte, des entrées, des stocks, des opérations de dépôts, et des grains commercialisés avec indication des destinations.

Intérêt de ce suivi économique

Le suivi, la collecte et la diffusion des informations économiques des filières céréales, oléagineux et protéagineux découlent des diverses dispositions législatives et réglementaires relatives aux attributions de FranceAgriMer.

D'une manière générale, ces informations sont indispensables au suivi des marchés céréaliers et des graines oléagineuses et protéagineuses. En particulier, elles sont le fondement de l'établissement par FranceAgriMer des bilans mensuels de marchés réalisés et prévisionnels. Par ailleurs, elles servent de base au calcul des taxes et des cotisations professionnelles dans le secteur des oléagineux et des protéagineux. Enfin, ces informations permettent à l'ensemble des professionnels des filières concernées, de disposer, dans des délais très courts, d'éléments fiables sur le déroulement de la campagne de commercialisation, à un niveau de détail important.

Les déclarations sont obligatoires

Ces déclarations sont obligatoires sous peine de sanctions pouvant aller, en vertu de l'article D666-9 du code rural et de la pêche maritime, de la suspension pendant une durée maximale de six mois du droit de collecter à l'interdiction d'exercice de l'activité.

A qui s'adresse cette obligation ?

Aux unions de commercialisation ou aux filiales de commercialisation, à partir du moment où elles ont la responsabilité du stockage et de la première commercialisation de la collecte de grains et graines de consommation pour le compte des collecteurs. Les Unions sont désormais déclarées auprès de FranceAgriMer (ex ONIGC), représenté par ses services territoriaux au sein des Directions Régionales de l'Agriculture de l'Alimentation et de la Forêt.

Les changements du nouveau formulaire

Les formulaires ont été revus sur plusieurs points :

- L'identification du déclarant de l'activité de collecte par N° SIRET de l'entreprise, **en plus du numéro FranceAgriMer** (ex-ONIGC).
- Les déclarations à partir d'**une comptabilité matière physique en prenant en compte** les mouvements liés aux achats négoce.
- **Les autres entrées hors collecte** complétées en informations afin de permettre de tracer :
 - l'importance des achats négoce en entrées hors collecte :Les sorties sont déclarées en cohérence avec les sorties des flux physiques et les stocks fin, et incluent sans les distinguer les grains d'origine négoce.

NB : Le stock fin correspond au stock physique. Pour évaluer la part non finançable éventuelle de ce stock, on considère que les achats négoce sortent en premier. Si les sorties du mois en cours ne couvrent pas la totalité des achats négoce, alors la différence entre les achats négoce et les sorties constitue le stock non finançable du mois. Dans le cas contraire, le stock non finançable est nul. Le stock non finançable est reporté d'un mois sur l'autre jusqu'à ce qu'il soit entièrement couvert par les sorties.
- **Détail des sorties** : pour mieux appréhender certains postes de sorties, notamment les ventes directes aux éleveurs, une ligne de détail des sorties est ajoutée.
- **La déclaration spécifique des orges est totalement modifiée** afin de pouvoir estimer un bilan national sur l'orge de brasserie, avec l'identification des quantités vendues (dans le détail des sorties) vers le secteur brassicole :
 - elle détaille les orges de printemps 2 rangs et les orges d'hiver 2 rangs et 6 rangs pour tous les flux (entrées, sorties, détail des sorties et stocks).
- **Trois façons de transmettre les déclarations sont possibles** :
 - déclaration papier classique à partir du formulaire reçu des services territoriaux ou similaires;
 - saisie en ligne directe des déclarations mensuelles par l'organisme dans l'application WEB;
 - transmission de fichier sous format EbXML (message) selon la norme internationale UN/CEFACT. Des guides utilisateurs spécifiques seront envoyés sur demande afin de donner toutes les instructions au développement informatique de ce mode de transmission. Puis des tests seront organisés avec FranceAgriMer. La procédure détaillée sera définie ultérieurement.

A quel moment le formulaire doit-il parvenir aux services territoriaux de FranceAgriMer ?

Les déclarations statistiques concernant le mois "n" doivent être adressées, **au moyen des formulaires fournis par FranceAgriMer**, aux services territoriaux de FranceAgriMer dont dépend le siège social de l'organisme (cf. liste des adresses des services territoriaux compétents par région administrative), pour le **5 du mois suivant**. Ce sont les déclarations initiales. Dans le cas d'absence totale d'activité au cours d'un mois, **la déclaration reste obligatoire sous forme d'une déclaration néant**. Dans ce dernier cas, il ne faut renvoyer que la première page du formulaire papier ou le fichier EbXML avec le **type de déclaration néant**.

Les déclarations **rectificatives** peuvent intervenir à n'importe quel moment sur une période maximale de **12 mois** suivant la déclaration initiale, dès lors qu'une anomalie est constatée. Les modifications pour un mois donné doivent être indiquées sur un formulaire séparé, avec la mention «déclaration rectificative» sur la page 1 du formulaire papier ou un nouveau fichier EbXML avec toutes les informations économiques et avec le **type de déclaration rectificative**.

Qui remplit les formulaires ?

Les formulaires peuvent être remplis par toute personne désignée compétente à ce titre au sein de l'organisme. Son nom, ses coordonnées téléphoniques et électroniques seront précisées sur la page 1 du formulaire ou dans le fichier EbXML, afin de permettre aux services territoriaux de l'interroger en cas de constat d'une incohérence.

Toutefois, ces formulaires doivent impérativement être certifiés conformes à la comptabilité matière par une personne habilitée à ce titre au sein de l'organisme, au moyen de l'apposition de sa signature en première page du formulaire papier. En l'absence de certification, la déclaration sera considérée comme devant faire systématiquement l'objet d'une déclaration rectificative certifiée conforme, dès que possible.

Les organismes intéressés par la saisie en ligne signent une convention avec FranceAgriMer. Dans le cas d'un échange de fichier au format EbXML, un document spécifique de contrat d'échanges annuel sera proposé.

Sous quelles formes peuvent être transmises les déclarations ?

La règle générale est d'utiliser les formulaires fournis par FranceAgriMer à chaque organisme et de les retourner par voie postale, par fax ou par voie électronique. Ces formulaires peuvent être remplis de manière manuscrite. Des éditions générées directement par le système d'information du collecteur peuvent également être utilisés **sous réserve de respecter le format du formulaire**.

Les formulaires vierges pourront être fournis à la demande par les services territoriaux de FranceAgriMer, sous forme de fichiers PDF en fond de page de la déclaration mensuelle.

La transmission de la déclaration sous format d'échanges EbXML, norme UN/CEFACT, se fera sur une adresse dédiée qui sera communiquée lors de la signature du contrat d'échanges et à partir des spécifications techniques du guide utilisateur.

Quelles sont les grandes règles de remplissage ?

Ces déclarations concernent les mouvements liés aux flux d'entrées, de sorties et de stockage de grains de consommation hors semences et à la première commercialisation **y compris les flux achats négoce.**

- Ces déclarations distinguent la collecte des autres entrées, dont les achats négoce. Les flux de sorties et les stocks fin sont déclarés avec les achats négoce.

- Les déclarations d'entrées et de sorties de grains s'appuient sur la règle du **transfert de propriété** (au sens de la comptabilité matière): du collecteur vers l'union (Apport, achats négoce, autres entrées) en entrée et de l'union vers le marché (rétrocessions aux collecteurs de base, commercialisation, autres sorties, freintes) en sortie. Dans les flux, sont également prises en compte les entrées et sorties liées à des transactions commerciales (achats négoce).

- Les déclarations couvrent **l'ensemble des grains et graines de consommation, issus de l'agriculture conventionnelle, de l'agriculture biologique ou de deuxième année de conversion.** Elles intègrent aussi les quantités à destination industrielle, celles d'origine semences et remis en consommation, celles issues de l'agriculture biologique déclassés et celles sous régime d'exemption de taxes, à l'exclusion des grains de semences.

- Les déclarations de stocks couvrent l'ensemble des stocks appartenant à l'organisme, quelle que soit leur localisation et le propriétaire du lieu de stockage. Les **grains d'origine achats négoce sont inclus.**

Vous inscrivez ces quantités dans les lignes associées à des numéros de départements des silos de stockage.

- Les quantités sont déclarées **en poids net.** L'unité de base est **la tonne avec 3 décimales.**

- Les **quantités déclarées sont obligatoirement positives ou nulles.**

- La désignation des départements se fait sur deux caractères conformément au code INSEE.

Que faire si :

- Vous avez une activité dans un nombre de départements supérieur au nombre prévu dans les formulaires papier ?

Pour les départements en surnombre, utilisez un formulaire vierge supplémentaire dans lequel vous ne remplirez que les lignes de détail par département. Les lignes de total (collecte totale, total entrées hors collecte, total entrées, total sorties, total stock final, total des entrées en dépôt, total des sorties collecte, total des sorties reprise, total stock final en dépôt) doivent être portées obligatoirement sur le premier formulaire. *Dans ce cas, n'oubliez pas de rajouter une page au nombre total de pages utilisées en première page du formulaire.*

- Vous stockez des céréales ou des oléo-protéagineux provenant de pays de l'Union Européenne ?

Si le siège du silo de stockage est situé en France, vous déclarez les quantités stockées dans le département de celui-ci. Si le siège du silo de stockage est situé hors de France, vous inscrivez ces quantités dans une ligne départementale de stockage codée 99.

- Vous avez une activité pour des céréales ou des oléo-protéagineux pour lesquels il n'existe pas de colonne prédéfinie ?

Pour déclarer ces quantités, vous devez utiliser les colonnes sans intitulé en précisant, dans l'espace laissé libre, le nom de l'espèce concernée.

- Vous n'avez aucune activité durant un mois donné pour l'ensemble des espèces ?

Vous cochez la case «déclaration néant» et vous ne retournez que la page 1 du formulaire.

- Vous n'avez pas d'activité durant un mois donné pour une des espèces mais votre stock n'est pas nul ?

Vous reportez alors le stock final du mois précédent en stock de début et stock final de la déclaration de ce mois.

N.B. : Au cas où le stock fin est le même mais avec des mouvements de transfert intervenus, au niveau départemental, entre les silos de stockage, vous rapportez les nouveaux volumes de stock départemental pour chaque département.

- Vous avez un doute ou une difficulté pour remplir votre déclaration ?

Votre interlocuteur est le service territorial FranceAgriMer de votre région. Il apportera une réponse adaptée à votre situation.

Page 1 – Signalétique

Les déclarations correspondent à la campagne de commercialisation. A partir du premier juillet, toute l'activité de stockage et de commercialisation quelle que soit la date de récolte, est considérée comme affectée à la campagne de commercialisation en cours (une seule déclaration par mois et par campagne de commercialisation).

Les flux de commercialisation et de stockage issus des livraisons du mois de juin concernant la nouvelle récolte n+1 (récolte précoce) doivent faire l'objet d'une déclaration séparée de celle relative à la récolte n (qui se termine au 30 juin de l'année n+1), et être rattachées à la campagne de commercialisation n/n+1 (qui se termine au 30 juin de l'année n+1) (voir exemple plus loin).

- ▶ **Nom de l'organisme** : raison sociale de l'établissement déclaré, conforme à son immatriculation au niveau de FranceAgriMer.
- ▶ **N° FranceAgriMer (ex-numéro ONIC)** : inscrire le numéro d'immatriculation de l'union (obligatoire).
- ▶ **N° SIRET** : inscrire le numéro INSEE sur 14 caractères (SIREN+NIC) de l'organisme.
- ▶ **Campagne** : pour les céréales et les oléo-protéagineux: elle commence le premier juillet de l'année «n» et se termine le trente juin de l'année «n+1 ».

La campagne s'inscrit sur quatre chiffres pour l'année «n» et sur deux chiffres pour l'année «n+1».

Pour le riz : elle commence le premier septembre de l'année «n» et se termine le trente et un août de l'année «n+1 ».

Exemple : campagne 2010/11.

Il ne pourra pas être fait de déclaration modificative plus de 12 mois après celui faisant l'objet de cette déclaration.

- ▶ **Mois de** : indiquez en toutes lettres le mois concerné par la déclaration. Il est nécessaire de remplir un état pour chaque mois d'activité. Il faut donc remplir un formulaire par mois.
- ▶ **Récolte** : elle concerne l'année de récolte des grains. La récolte est indiquée sur quatre chiffres.

Exemple : récolte 2010. En général, la récolte 2010 correspond à la campagne 2010/11.

Dans le cas général, une seule déclaration sera faite pour un mois donné de la campagne de commercialisation. Seul le mois de juin pourra, le cas échéant, donner lieu à deux déclarations pour distinguer les deux récoltes.

Dans ce cas, il y aura une déclaration pour le mois de juin de la campagne $n/(n+1)$ – récolte n (en cours) et une autre déclaration pour le mois de juin de la campagne $n/(n+1)$ – récolte $n+1$ (anticipée ou précoce).

Il ne pourra être fait de déclaration sur une récolte antérieure à la dernière récolte que durant les 12 mois suivant celui faisant l'objet de la présente déclaration (période de redressement).

- **Activités déclarées** : ne retournez que les pages remplies. Indiquez, dans les cases correspondant à chaque activité, le nombre total de pages remplies pour ces activités.
Par exemple : si vous déclarez l'activité de stockage et de commercialisation sur plus de vingt départements pour les céréales blé tendre et maïs, si vous stockez et commercialisez des orges de brasserie sur neuf départements et vous n'avez pas d'activités pour le riz, vous devez nous répondre :

- | | |
|------------------|--------------------------------|
| ▪ Stocks | <input type="text" value="2"/> |
| ▪ Stocks d'orges | <input type="text" value="1"/> |
| ▪ Stocks de riz | <input type="text"/> |

Cocher la case correspondant au type de la déclaration que vous faites :

- «Déclaration initiale» : il s'agit de la première déclaration pour le mois, la campagne et la récolte indiqués.
- «Déclaration rectificative» : si vous modifiez un ou plusieurs états d'une déclaration antérieure dans la période autorisée de redressement.
- «Déclaration néant» : si aucun mouvement n'a eu lieu au cours du mois sur lequel porte la déclaration. Dans ce dernier cas, ne retourner que la page signalétique au service territorial.
- **Signature de l'organisme** : date et signature d'un représentant de l'organisme habilité juridiquement à remplir la déclaration, garantissant la conformité à la comptabilité matière pour le bilan grains.
- **Nom, numéro de téléphone et adresse électronique du responsable de la déclaration** : il s'agit de la personne à contacter si, pour une raison ou pour une autre, il s'avère nécessaire d'obtenir des précisions complémentaires.

Pages 2 à 4 - Stocks Grains de consommation

Ces formulaires sont à remplir par espèce, chaque colonne portant en en-tête le produit concerné.

Si un produit faisant l'objet de la déclaration ne figure pas dans les colonnes pré-remplies, des colonnes sans intitulé ont été prévues pour les produits supplémentaires. Dans ce cas, le nom du produit doit être inscrit en en-tête de la colonne.

*Dans le cas où, pour une colonne, tous les départements concernés par la rubrique « stock départemental » sont remplis, vous utiliserez, pour les départements en surnombre, un formulaire papier vierge supplémentaire dans lequel vous ne remplirez que les lignes de détail par département restant associées à l'espèce concernée. Les lignes de **total "total des entrées, total des sorties, total stock final"**, doivent être portées **obligatoirement sur le premier formulaire**. Dans ce cas précis, vous inscrirez, en première page du formulaire, le nombre de pages utilisées.*

*Les quantités sont exprimées **en tonnes avec 3 décimales**.*

► **Stock de début** : il doit correspondre au stock de fin du mois précédent.

► **Entrées** :

- **Apports CA membres ou actionnaires** : il s'agit des quantités de grains achetées par l'union ou filiale de commercialisation auprès des collecteurs (CA) de base, coopératives ou négociants, déclarés, **avec transfert de propriété de grains**.
- **Achats négoce** : achats de grains de consommation hors collecte ou apports CA membres ou actionnaires et faisant l'objet d'une deuxième commercialisation ou plus.
- **Autres entrées** : total des entrées autres que les achats à des collecteurs de base issus de la collecte (hors collecte ou apports des collecteurs membres ou actionnaires), à l'exclusion des grains issus d'achats négoce et prennent compte des régularisations de stocks (boni en positif).

► **Sorties** :

- **Rétrocessions aux CA de base** : il s'agit des quantités revendues aux collecteurs de base (**avec transfert de propriété**). Ces quantités comprennent les grains issus de l'achat négoce
- **Commercialisation** : il s'agit des mises sur le marché de l'union ou de la filiale soit auprès d'entreprises de transformation, soit à l'exportation, soit vers d'autres collecteurs, non adhérents ou actionnaires **avec transfert de propriété**. Dans ces quantités sont compris les grains issus d'achats négoce.
- **Autres sorties** : il s'agit des quantités de grains sorties **sans transfert de propriété** y compris les grains issus d'achats négoce.
- **Freintes** : ajustement des stocks passé en comptabilité matière.

► **Détail des sorties** :

- **Dont vente directe aux éleveurs** : quantités commercialisées directement à destination des éleveurs.
- **Stock départemental** : il s'agit de la quantité de grains appartenant à l'union ou à la filiale, stockée dans chaque département au dernier jour du mois, que ce grain soit stocké dans les silos de l'union ou à la filiale ou dans des silos ne lui appartenant pas (stockage extérieur). Les stocks doivent être détaillés par département du silo de stockage si ce dernier se trouve sur le territoire national. Si le silo de stockage ne se trouve pas en France, vous utiliserez le code 99.

Page 5 - Stocks d'orges

Cet état est à remplir par catégorie d'orge, comme prévu dans l'en-tête des colonnes.

Orge : quantités totales d'orges collectées.

Les colonnes suivantes correspondent à la ventilation de ce total par catégorie. La somme de ces catégories est égale au total des orges collectées.

- **Dont– Orge de printemps (2 rangs)** : quantités d'orges de printemps.
- **Dont – Orge d'hiver 2 rangs** : quantités d'orges d'hiver 2 rangs.
- **Dont – Orge d'hiver 6 rangs** : quantités d'orges d'hiver 6 rangs (escourgeons).
- **Le stock début, les entrées hors collecte, les sorties, le stock départemental** sont renseignés sur le même principe des définitions des grains de consommation des autres espèces (voir détail ci-dessus).
- stock départemental d'orges : dans le cas où plus de dix-huit départements sont concernés par la déclaration, vous utiliserez pour les départements en surnombre, un formulaire vierge supplémentaire dans lequel vous ne remplirez que les lignes de détail par département.

- La commercialisation de l'orge et de ses catégories : il s'agit des mises sur le marché de l'union ou de la filiale des orges avec transfert de propriété pour toute destination (éleveurs, malteurs, FAB...).
- Toutes les lignes des sorties et détail des sorties sont renseignées en prenant en compte les grains d'origine achats négoce.

► **Détail des sorties** : les quantités déclarées y compris, le cas échéant, les achats négoce.

- **dont commercialisation orge de brasserie** : il s'agit des quantités d'orge (total ou catégories) mises sur le marché par l'union auprès de malteurs, avec transfert de propriété des grains. Ces quantités comprennent, le cas échéant, les grains issus de l'achat négoce.
- **dont vente directe aux éleveurs** : quantités commercialisées directement à destination des éleveurs (les grains commercialisés sont déclarés, y compris ceux issus des achats négoce).

Page 6 - Stocks de riz

Cet état est à remplir pour l'espèce riz total par catégorie comme prévu dans l'en-tête des colonnes.

La colonne « Riz total » comprend les quantités totales de riz. Les colonnes suivantes correspondent à la ventilation de ce total par catégorie. La somme de ces catégories est égale à celle de « Riz total » par ligne renseignée. Les définitions des catégories sont les suivantes :

- **Riz long A**

Longueur supérieure à 6 mm.

Rapport longueur/largeur supérieur à 2 et inférieur à 3.

- **Riz long B**

Longueur supérieure à 5,2 mm et inférieure à 6 mm. Rapport longueur/largeur inférieur à 3.

- **Riz demi long (moyen)**

Longueur supérieure à 6 mm.

Rapport longueur/largeur supérieur ou égal à 3.

- **Riz rond**

Longueur inférieure ou égale à 5,2 mm. Rapport longueur/largeur inférieur à 2.

► **Le stock début, les entrées hors collecte, les sorties, le stock départemental** sont renseignés sur le même principe des définitions des grains de consommation des autres espèces (voir détail ci-dessus).

- stock départemental du Riz total et de ses catégories: Dans le cas où plus de vingt départements sont concernés par la déclaration, vous utiliserez pour les départements en surnombre, un formulaire vierge supplémentaire dans lequel vous ne remplirez que les lignes de détail par département.
- La commercialisation du riz (total et catégories) : il s'agit des mises sur le marché de l'union ou de la filiale des riz avec transfert de propriété pour toute destination (éleveurs, malteurs, FAB...).
- Toutes les lignes des sorties sont renseignées en prenant en compte les grains issus des achats négoce.

Pour le formulaire « **Stocks de riz** », le détail des sorties n'est pas demandé.

Les espèces à déclarer sont :

Libellé de l'espèce	Catégorie de l'espèce
Blé tendre	Céréales principales
Blé dur	Céréales principales
Maïs	Céréales principales
Triticale	Céréales principales
Seigle	Céréales principales
Avoine	Céréales autres
Sorgho	Céréales autres
Millet	Céréales autres
Alpiste	Céréales autres
Sarrasin	Céréales autres
Epeautre	Autres espèces (céréales)
Méteil	Autres espèces (céréales)
Navette	Autres espèces (oléagineux)
Orge	Orge
Orge de printemps 2 rangs	Orge
Orge d'hiver 2 rangs	Orge
Orge d'hiver 6 rangs	Orge
Riz	Riz
Riz long A	Riz
Riz long B	Riz
Riz demi long	Riz
Riz rond	Riz
Colza	Oléagineux
Tournesol	Oléagineux
Soja	Oléagineux
Lin oléagineux	Oléagineux
Pois	Protéagineux
Fèves et féveroles	Protéagineux
Lupin	Protéagineux

Tableau des coordonnées régionales

Région administrative	Service Territorial FranceAgriMer	Adresse	Téléphone	Fax
Alsace	DRAAF/Pôle FranceAgriMer	14 rue du Maréchal Juin / CS 31009 / 67070 Strasbourg	+33 3 69 32 51 02	+33 3 69 32 51 00
Aquitaine	DRAAF/Service FranceAgriMer	23 parvis des Chartrons / 33074 Bordeaux cedex	+33 5 35 31 40 20	+33 5 35 31 40 29
Auvergne	DRAAF/Pôle FranceAgriMer	Site de Marmilhat / BP 45 / 63370 Lempdes	+33 4 73 42 16 00	+33 4 73 42 16 76
Bourgogne	DRAAF/Service FranceAgriMer	4 bis rue Hoche / BP 87865 / 21078 DIJON cedex	+33 3 80 39 30 00	+33 3 80 39 31 99
Bretagne	DRAAF/Pôle FranceAgriMer	Cité de l'Agriculture / 15 avenue de Cucillé / 35047 Rennes cedex 09	+33 2 99 28 22 07	+33 2 99 28 20 55
Centre	DRAAF/Pôle FranceAgriMer	131 rue du Faubourg Bannier / 45042 Orléans cedex	+33 2 38 77 41 52	+33 2 38 77 41 97
Champagne-Ardenne	DRAAF/Pôle FranceAgriMer	Complexe agricole du Mont Bernard / Route de Suippes / 51037 Châlons-en-Champagne cedex	+33 3 26 66 20 55	+33 3 26 66 20 14
Corse	DRAAF/Service FranceAgriMer	Résidence plein sud / Avenue Paul Giacobbi / Montosoro / 20600 Bastia	+33 4 95 58 92 65	+33 4 95 58 92 63
Franche-Comté	DRAAF/Pôle FranceAgriMer	Immeuble Orion / 191 rue de Belfort / 25043 Besançon cedex	+33 3 81 47 75 10	+33 3 81 47 75 05
Ile-de-France	DRAAF/Pôle FranceAgriMer	18 avenue Carnot / 94234 Cachan cedex	+33 1 41 24 17 00	+33 1 41 24 17 15
Languedoc-Roussillon	DRAAF/Service FranceAgriMer	22 rue de Claret / 34070 Montpellier	+33 4 67 07 81 00	+33 4 67 42 68 55
Limousin	DRAAF/Pôle FranceAgriMer	Immeuble Le Pastel / 22 rue des Pénitents Blancs / BP 3916 / 87039 Limoges cedex	+33 5 55 12 90 31	+33 5 55 12 90 99
Lorraine	DRAAF/Pôle FranceAgriMer	76, avenue André Malraux 57046 Metz cedex	+33 3 55 74 11 00	+33 3 55 74 11 01
Midi-Pyrénées	DRAAF/Service FranceAgriMer	76 allées Jean Jaurès / CS 38037 / 31080 Toulouse cedex 6	+33 5 34 41 96 00	+33 5 61 62 81 62
Nord - Pas-de-Calais	DRAAF/Service FranceAgriMer	Cité administrative / BP 505 / 59022 Lille cedex	+33 3 62 28 40 52	+33 3 62 28 41 04
Basse-Normandie	DRAAF/Pôle FranceAgriMer	6 boulevard Général Vanier / BP 95181 / 14070 Caen cedex 5	+33 2 31 24 99 42	+33 2 31 24 49 49
Haute-Normandie	DRAAF/Pôle FranceAgriMer	Cité administrative / 2 rue Saint-Sever / 76032 Rouen cedex	+33 2 32 18 95 34	+33 2 32 18 95 30
Pays de la Loire	DRAAF/Service FranceAgriMer	16 boulevard de l'Ecce Homo / BP 81867 / 49018 Angers cedex 01	+33 2 41 24 16 80	+33 2 41 88 21 11
Picardie	DRAAF/Pôle FranceAgriMer	Allée de la Croix Rompie / 518 rue Saint-Fuscien / BP 69 / 80092 Amiens cedex 3	+33 3 22 33 55 80	+33 3 22 33 55 50
Poitou-Charentes	DRAAF/Service FranceAgriMer	15 rue Arthur Ranc / BP 40537 / 86020 Poitiers cedex	+33 5 49 03 11 81	+33 5 49 03 11 36
Provence-Alpes-Côte d'Azur	DRAAF/Service FranceAgriMer	132, bd de Paris /13003 Marseille	+33 4 13 59 36 21	+33 4 13 59 36 56
Rhône-Alpes	DRAAF/Service FranceAgriMer	Site du Britannia / 20 boulevard Eugène Déruelle / 69432 Lyon cedex 03	+33 4 72 84 99 10	+33 4 78 62 28 71